

Chronique d'Emmanuel Morucci - 16/11/11



Vous l'avez remarqué le paysage européen s'est formidablement modifié en quelques jours et une impression de calme relative apaise à la fois les marchés et les inquiétudes individuelles. Même la croissance semble aller mieux.

En Italie, Mario Monti, l'ancien commissaire européen prend la barre en pleine tempête et en Grèce, un autre Européen convaincu s'atèle à la tâche rude qui l'attend. On ne peut qu'espérer que Monsieur Papademos porte bien son nom et soit bien le Père du peuple. Le sien a en besoin.

Pourtant en fin de semaine dernière dans les couloirs du Conseil européen, le climat était anxieux. Autrement dit les mois qui vont venir ne vont pas être simples. Il va falloir procéder à une restructuration importante du processus européen, jusqu'à aller sans doute, et je vous le disais il y a quelques semaines, vers un nouveau traité. En effet, l'Europe ne peut continuer sur sa ligne actuelle et doit se transformer. La crise a cet effet bénéfique. Elle entraîne des changements.

Les enjeux sont particulièrement importants. Premier objectif des Européens, sauver coûte que coûte la monnaie unique. Pour cela il faut aller plus loin dans le processus européen. Et il vaut mieux aller plus loin ensemble par un approfondissement de la Zone euro à 17 mais peut être aussi à moins que 17. Certains Etats membres de la Zone euro et de l'Union européenne devront faire le choix du chemin commun.

Parallèlement positionner des décisions structurelles va permettre d'accélérer le calendrier de façon à ce que le politique reprenne la main sur les marchés. Cela est urgent et met en cause la souveraineté des Etats membres. Il n'y a en effet de souveraineté qu'à la condition de pouvoir payer ses fonctionnaires. Alerte donc.

La réduction de la dette est le deuxième enjeu qui va nécessiter de remettre sur la table d'écriture un traité bien plus complet que celui de Lisbonne, qui heureusement et bien qu'il ne remplace pas le traité constitutionnel permet à l'Union de tenir la tête hors de l'eau. Mais ici aussi, il va falloir approfondir et notamment avant l'élargissement de 2013 à la Croatie.

La première condition est que l'Allemagne et la France poursuivent et confortent aujourd'hui leur leadership. Mais rapidement il faudra se positionner entre une pratique communautaire ou une pratique intergouvernementale.

Ce qui est certain c'est que le mot fédéral est désormais commun dans les discours et discussion de couloir dans les Institutions de l'Union comme dans les Représentations permanentes à Bruxelles. Et cela c'est bien nouveau car jusqu'ici la conservation des souverainetés était essentielle. Il va falloir en lâcher un peu et c'est cela qui va changer notre Europe, nos pays et les relations qu'ils peuvent avoir au reste du monde. Ceci dans l'intérêt communautaire bien sûr.

Emmanuel Morucci